

Discours de Günter Verheugen sur la ratification du traité d'adhésion en Pologne (Varsovie, 27 mai 2003)

Légende: Le 27 mai 2003, à la veille du référendum organisé en Pologne sur l'adhésion du pays à l'Union européenne, Günter Verheugen, commissaire européen chargé de l'élargissement, souligne la portée historique de la décision soumise au peuple polonais.

Source: Verheugen, Günter, 15 États tendent la main à la Pologne - qui n'a plus qu'à la saisir . [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [10.05.2005]. Disponible sur http://www.europa.eu.int/comm/archives/commission_1999_2004/verheugen/speeches/sp27052003fr.htm.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_gunter_verheugen_sur_la_ratification_du_traite_d_adhesion_en_pologne_varsovie_27_mai_2003-fr-0ed3c023-eb21-42f0-8a3c-09d1f1a1c06c.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

15 États tendent la main à la Pologne ... qui n'a plus qu'à la saisir (Varsovie, 27 mai 2003)

Mesdames et Messieurs,

Il y a un an, dans cette même ville, je rappelais ce que fut jadis Varsovie, avant que les Allemands, suivis par l'Armée rouge, y mettent fin: une métropole dans laquelle une foule bigarrée et diverse se considérait chez elle. La Varsovie d'alors a été anéantie, victime d'une politique nationaliste et expansionniste. Et pourtant, la mémoire en a été entretenue et en demeure vive, grâce à la grande Histoire et aux récits transmis entre les générations et grâce aux vieilles photos de famille, mais peut-être aussi du fait même qu'il n'en est finalement resté aucune image pour en témoigner.

Ce que l'on sait peu, en revanche, c'est que dans la tourmente de la tragédie européenne, non seulement des hommes politiques d'Europe occidentale, comme Churchill, ont osé repenser la politique européenne, mais aussi que le chef du gouvernement polonais en exil, le Général Sikorski, et le Président tchèque Benes avaient annoncé dès 1940, à Londres, vouloir bâtir après la guerre une "association politique et économique plus étroite". Un traité a d'ailleurs été signé le 23 janvier 1942. La même année, le Général Sikorski a réuni sept autres gouvernements européens en exil et le mouvement de la "France libre" dirigé par de Gaulle pour engager une réflexion sur l'organisation d'une "communauté européenne".

La Guerre froide a cependant empêché la Pologne de participer activement au mouvement d'unification de l'Europe. Il a fallu attendre le traité 2+4, au lendemain de la réunion des deux Allemagne, pour que soit enfin reconnu, sur le tard, le rôle joué par la Pologne dans la coalition anti-hitlérienne. Et ce n'est pas avant son entrée, imminente, dans l'Union européenne que se réalisera ce que les grands Européens, à l'instar du Polonais Sikorski, considéraient comme nécessaire au plus fort du drame européen que fut la deuxième guerre mondiale.

La plupart des Polonais peuvent s'enorgueillir de ne pas avoir accepté le sort que prétendaient leur dicter Yalta et Potsdam. En Pologne, l'esprit de démocratie et la soif d'indépendance nationale sont restés intacts et ont même survécu aux pires heures des repréailles communistes. Cet esprit a triomphé et le mouvement polonais Solidarnosc, tout comme celui de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, a entretenu la flamme de l'espoir pour tous les habitants d'Europe centrale et orientale qui aspiraient à la liberté et à la démocratie et se battaient pour le respect des droits de l'homme.

Mais cela aussi appartient désormais à l'Histoire. Les Polonais avaient ouvert un nouveau chapitre et déjà instauré un État démocratique qui commençait à transformer profondément leur société quand, à Berlin, un mur infranchissable séparait encore l'Ouest et l'Est. La mutation engagée à l'époque en Pologne et, plus tard, dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, poursuivait un même but: faire enfin partie de la famille européenne, non pas comme parent pauvre, mais à une place considérée, à juste titre, comme naturelle au sein de l'Europe. Les Polonais et d'autres ont frappé vigoureusement à notre porte. Vous savez tous qu'au début, beaucoup, en Europe occidentale, ont traîné des pieds pour répondre à cet appel et pour commencer à travailler à une égalité des droits, des devoirs et des chances en Europe.

Ce n'est manifestement qu'en 1999 que l'idée a fait partout son chemin que l'unification européenne constituait une nécessité et une perspective communes pour l'est, le centre et l'ouest du continent. La société polonaise a accompli un travail considérable jusqu'à ce jour. Chaque Polonaise et chaque Polonais méritent le titre de femme et d'homme de l'année! Ce sont leurs efforts acharnés et leur persévérance qui ont transformé la Pologne jusqu'à la conduire au seuil de l'adhésion à l'Union européenne. Ils ont ainsi ouvert la voie à une Europe véritablement unie. Je remercie chacun d'eux d'y avoir contribué.

Cette possibilité va-t-elle se changer aujourd'hui en réalité? La réponse, c'est vous, Polonais, qui la donnerez lors de votre tout prochain référendum. La porte qui vous fera entrer dans l'Europe est grande ouverte. Le choix se trouve maintenant entre vos mains. Dans quelques jours, vous vous prononcerez sur l'avenir que vous souhaitez vous donner - un avenir fermement arrimé à celui des membres de l'Union européenne ou un avenir qui remettrait en cause tout ce que la société polonaise a conquis de haute lutte et que les

représentants les plus éminents du pays ont espéré. Je suis profondément convaincu que vous ferez le bon choix. Un choix qui permettra aux générations polonaises actuelles et futures de vivre et de travailler sur un pied d'égalité et de construire une Pologne forte, qui offrira à ses citoyens la paix, la sécurité et la prospérité.

Cette décision que vous vous apprêtez à prendre ne modifiera pas le seul paysage de l'Union européenne. Vos voisins de l'Est vous regardent aussi avec grande curiosité, j'en suis sûr. Vaut-il la peine de se battre pour la démocratie et les droits de l'homme? L'intégration dans l'économie européenne apporte-t-elle la juste récompense des immenses efforts consentis? Ces questions, les voisins orientaux de la Pologne se les posent aussi. Et ils cherchent une réponse. C'est vous, Mesdames et Messieurs, qui la leur apporterez par votre décision. Vous contribuerez à tracer le chemin qu'eux-mêmes emprunteront. L'objectif de l'Union européenne est à cet égard sans ambiguïté: nous mettrons tous les moyens en oeuvre pour faire de la paix, de la sécurité, d'une vaste prospérité et de l'égalité des chances les traits dominants de l'Europe du 21ème siècle.

Cinq États ont à ce jour tenu un référendum. Dans chacun d'eux, la population a confirmé la validité de la thèse selon laquelle des citoyens convaincus par l'idée européenne et désireux de faire partie de l'Union nous rejoindront. Les résultats sont jusqu'à présent sans appel. La Pologne éprouvera peut-être plus de difficulté à prendre cette décision. Dans aucun des futurs États membres le débat sur l'adhésion à l'Union européenne ne donne lieu à autant de controverses qu'en Pologne. Aucun autre pays n'abrite un front d'opposants aussi inflexible, ni n'est exposé à un risque aussi grand de voir une situation politique intérieure ardue occulter en partie la véritable portée du choix qui vous attend. Le référendum n'a pas pour objet de porter un jugement sur la situation actuelle de la Pologne. Il s'agit bien de décider de l'avenir du pays au 21ème siècle, mais aussi des moyens de le déterminer. La conjoncture politique et économique polonaise est épineuse, tout le monde le sait, mais elle n'a rien à voir avec l'adhésion à l'UE. L'entrée dans l'Union européenne créera un cadre politique et économique stable qui permettra à la Pologne de se développer comme une démocratie vivante et une économie de marché viable. L'influence politique du pays se verra renforcée. Les perspectives de l'économie polonaise s'amélioreront. Quel autre choix que l'UE la Pologne pourrait-elle envisager? Elle devrait s'allier à deux voisins de l'Est, mais ne pourrait pas tirer la force de se redresser d'un appui sur des économies planifiées en état de faiblesse. Je le redis avec la plus grande clarté: les problèmes de la Pologne sont imputables au passé. "Tout allait mieux avant", c'est le leitmotiv que je n'ai cessé d'entendre dans la bouche de Polonais désabusés interrogés dans un documentaire diffusé à la télévision. J'en doute, mais ce qu'il faut absolument dire, c'est qu'il n'y aura pas de retour en arrière. La seule vraie interrogation est la suivante: la Pologne veut-elle résoudre ses problèmes avec les partenaires de l'UE ou s'en charger toute seule?

J'aimerais aborder quelques points qui ont été soulevés devant moi lors de mes nombreux entretiens et visites en Pologne.

L'adhésion est prématurée, selon certains, qui pensent que la Pologne devrait d'abord aller mieux. En effet, elle se trouve dans une passe difficile. Elle n'a pas achevé son fastidieux processus de transformation, qui se traduit par un taux de chômage très, très élevé. C'est pourquoi il convient de se demander si la situation de la Pologne s'améliorera plus rapidement à l'intérieur de l'Union européenne qu'au dehors, en restant à sa porte. Nous avons tous un intérêt commun à ce que la Pologne continue à aller de l'avant et à ce que les citoyens ne se sentent pas laissés-pour-compte, mais utiles et reconnus. Ma réponse est tranchée. C'est à l'intérieur de l'Union européenne, grâce à la force et à la solidarité de la Communauté, que la Pologne a le plus de chances de régler ses problèmes. Sans la perspective d'une adhésion polonaise, l'Occident n'aurait jamais aussi gravement échoué à respecter son engagement, au sens le plus large du terme. L'adhésion renforcera le pays. Elle y attirera de l'emploi, pas seulement à Varsovie, mais aussi dans chaque voïvodie. Dans les villes, mais aussi dans les zones rurales. Qui construira les routes, dont nous financerons en partie la réhabilitation, et qui rénovera les écoles, auxquelles l'UE accordera un soutien financier, si ce n'est les travailleurs polonais? Qui profitera des programmes de reconversion professionnelle, de qualification, d'aide aux jeunes et moins jeunes chômeurs, dont seul le soutien de l'Europe permettra la réalisation? Ce seront les Polonais! Dans le traité, nous avons accordé à la Pologne 13 milliards d'euros pour la seule période de 2004 à 2006. Ce n'est pas une petite somme!

Nous donnons cet argent parce que nous entendons aider les Polonais et parce que nous voulons une société

polonaise prospère. Ceux qui souhaitent attendre avant d'adhérer à l'UE volent cette aide à la Pologne et condamnent le pays à se chercher un avenir vers l'Est, qu'il ne trouverait pas.

D'autres se disent relativement favorables à l'Europe, mais pas à l'Union européenne telle qu'elle se présente aujourd'hui. Cet argument est à mes yeux extrêmement dangereux, car il nie purement et simplement toutes les conquêtes de l'Europe: la paix, la réconciliation entre les Allemands et leurs voisins, la fin de l'influence dominante des grands pays sur les petits et, ce qui n'est pas rien, la prospérité. Bien entendu, tout n'est pas encore parfait dans le meilleur des mondes que l'UE ne prétend pas être. Notre quête n'est pas achevée. Mais les problèmes européens ne pourront se résoudre que si l'on y prend part. L'intégration européenne est une œuvre très concrète et vivante. Nous pouvons la développer et la renforcer si nous nous donnons la peine de nous y engager, au lieu de rêver à des paradis imaginaires. La maison Europe dans laquelle la Pologne emménagera est encore en chantier. Demain, la Pologne décidera à égalité de droit de l'architecture de la maison bâtie. Et personne ne pourra l'obliger à accepter quoi que ce soit dont elle ne voudra pas.

D'autres encore estiment que les conditions d'adhésion sont préjudiciables à la Pologne. Personne n'en apporte la preuve, car l'argument ne résiste pas au moindre examen objectif. L'explication n'est-elle pas plutôt que, pour des raisons ne serait-ce qu'historiques, nombreux sont ceux qui, en Pologne, croient plus facilement qu'ailleurs être victimes d'une nouvelle duperie? Affirmons-le haut et fort, l'Union européenne n'est pas un club qui trompe ses membres à un moment ou un autre. L'UE, qui a décidé de s'élargir, a de son côté tout intérêt à ce que la Pologne se développe harmonieusement et que ses habitants continuent à construire et à faire progresser leur pays. Lorsque la Pologne y aura adhéré, ses problèmes deviendront en effet les problèmes de l'Union européenne. Nous misons sur une Pologne qui renforcera l'Union européenne. C'est pourquoi nous avons négocié avec beaucoup d'attention les conditions de son adhésion. Au bout du compte, la Pologne a obtenu un très bon traité, qui l'est aussi pour l'Union européenne, notamment parce qu'il est bon pour la Pologne.

Il me semble percevoir une crainte largement répandue de voir la Pologne occuper une place de second rang dans l'Union européenne et y perdre son identité. Je trouve cette inquiétude tout à fait compréhensible. Une décision d'avenir aussi fondamentale que celle qui doit être prise ne peut que susciter un sentiment de peur face à la nouveauté et à l'inconnu. C'est un point commun que les Polonais partagent d'ailleurs avec les citoyens de l'actuelle UE, même s'il relève de motifs différents. À y regarder de plus près, d'où vient cette perception d'une menace de relégation en deuxième classe? De l'appartenance passée de la Pologne au bloc de l'Est? Du porte-monnaie de la plupart des Polonais, moins garni que celui de nombreux Européens de l'Ouest? Des investissements directs étrangers qui affluent en Pologne? Souvenons-nous du cas des Grecs, des Espagnols, des Portugais et, surtout, des Irlandais. Ils ont eux aussi traversé un passé difficile et souffert de la dictature. Leur Histoire a elle aussi gardé l'empreinte de grands esprits. Leur population a aussi été et reste pour une partie d'entre elle très pauvre. Personne ne met aujourd'hui en doute leur égalité de droit au sein de l'Union européenne. Pourquoi? Parce que l'Union respecte des valeurs. Parmi elles, il y a l'idée qu'un individu ne se définit pas par son revenu, que les États doivent être traités à égalité et que la solidarité est un principe fondamental. Comparez la situation de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande avant et après leur adhésion. Ces pays sont devenus plus prospères. Ils ont leur mot à dire à la table de l'Union. Sous la présidence grecque a eu lieu ce moment émouvant, dont j'imagine qu'il vous reste en mémoire, de la signature du traité, à Athènes. Sous la présidence portugaise, il a été décidé de faire de l'Union la région la plus innovante du monde, qui s'attaque en même temps au problème de l'emploi et offre une sécurité sociale. Sous la présidence espagnole, la coordination des politiques économiques et des politiques en matière d'emploi au sein de l'Union a progressé au sommet de Barcelone. Chaque État peut et doit apporter sa pierre à l'édifice commun. C'est la réalité de l'Union européenne.

L'une de ses autres réalités réside dans la diversité de ses peuples. Nous sommes Allemands, Français, Espagnols, Italiens et Irlandais à l'intérieur d'une famille européenne. C'est précisément cette diversité qui nous rend forts et que l'Union protège par voie de traité. Aucune communauté internationale n'a pris un tel engagement juridique. Nous partons du principe que nous pouvons apprendre les uns des autres et que les expériences d'un pays nous aident à mieux maîtriser nos propres problèmes. L'harmonisation vient de ce que l'adhésion d'un pays ajoute de nouvelles priorités aux priorités politiques de l'Union, qui deviennent alors des priorités communes. De même que les supermarchés proposent non seulement les produits nationaux,

mais aussi ceux des autres pays membres. Nous attendons maintenant que les citoyens polonais apportent à la famille leur différence, leurs talents, leur persévérance pour imposer les réformes les plus douloureuses, leur expérience des relations avec leurs voisins de l'Est. Nous voulons voir demain dans nos supermarchés, y compris au Portugal, des produits polonais côtoyer des produits allemands, français ou italiens. Nous sommes admiratifs de la créativité des Polonais, de leur capacité d'adaptation, des connaissances de leurs chercheurs, de leur histoire et de leur culture. Nous fondons aussi des espoirs dans l'Église catholique polonaise qui, sans vouloir tomber dans l'excès, compte parmi les plus courageuses en Europe, ce qui explique peut-être sa vigueur. Elle sera elle aussi indispensable à l'avenir pour défendre certaines valeurs. Nous avons besoin de tout cela et nous le souhaitons pour une Union européenne en développement constant et en renouvellement, au service de ses citoyens.

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais partager avec vous, en conclusion, une expérience personnelle. Il y a quelques jours, j'ai lu, dans un livre présenté par les lauréats du prix d'un concours européen baptisé "Littérature sans frontières", ce qu'a écrit Sara Owczarska, une jeune Polonaise de 8 ans. Elle a reçu le premier prix dans la catégorie des plus jeunes auteurs, pour sa contribution sur le thème "lieu de vie/rêve de vie".

Je vais vous lire ce passage:

"Je m'appelle Sara, j'ai huit ans et je vis à Drzewica. J'aime l'allemand. J'ai un canari, qui se prénomme Lucek. J'aimerais devenir professeur d'allemand. Je voudrais rester à Drzewica. Ici, la vie est calme et il n'y a pas de vols. J'y ai beaucoup d'amis. Plus tard, je rêve d'avoir ma propre maison avec un jardin. Je souhaiterais aussi visiter l'Allemagne".

Cette petite fille a des rêves modestes. Pour qu'ils soient exaucés, il faut que les parents et les grands-parents des nombreuses Sara de Pologne prennent une décision importante: apporter à leur pays une paix, une sécurité et une prospérité durables. Quinze partenaires européens leur tendent la main pour les y aider. La Pologne n'a plus qu'à la saisir.